

Contre l'austérité, mobilisation générale !



Les plans d'austérité se suivent et se ressemblent !

- ➔ **Septembre** : taxe sur les complémentaires santé, baisse de l'intéressement et de la participation, taxe alcool, tabac et boissons sucrées, hausse de la CSG notamment pour les personnes en congé parental, hausse des prélèvements sur les Plans d'épargne logement et contrats d'assurance-vie...
- ➔ **Novembre** : santé toujours plus chère, prestations sociales et aides au logement ne suivant pas l'inflation, hausse de la TVA par exemple pour l'entretien donc le loyer des HLM, pressions sur les collectivités locales pour diminuer les services publics, recul de l'âge de la retraite, instauration d'un jour de carence dans la Fonction publique...

Cette cure d'austérité augmente de 325€ par an les dépenses d'un Smicard, tandis que les riches contribuent très peu et récupèrent 2 300 millions € de baisse de l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune.

Les richesses sont confisquées par un tout petit nombre !

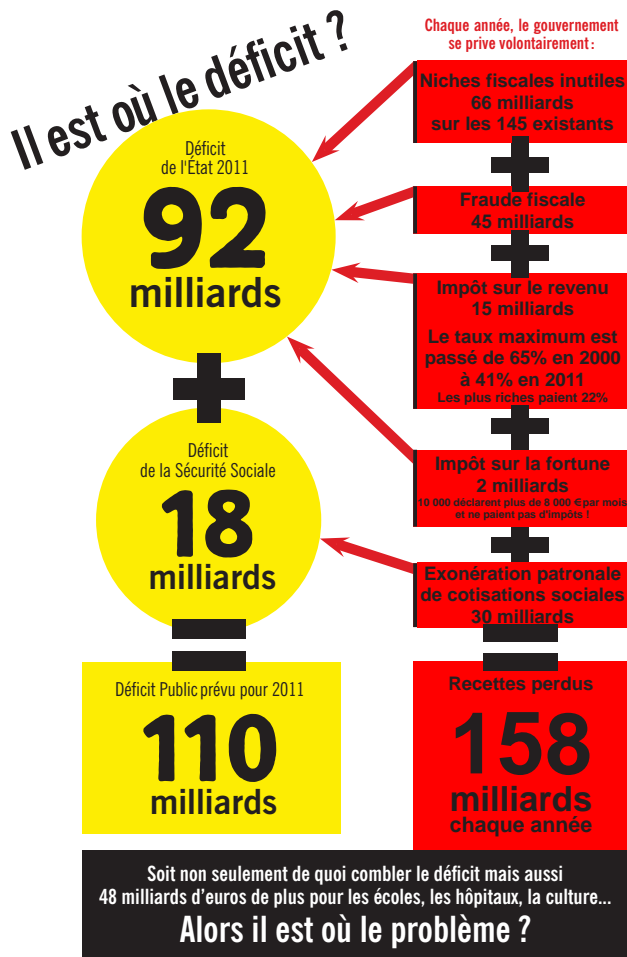
Les **inégalités augmentent**, c'est le rapport officiel de l'Insee pour 2009 qui le dit : près de la moitié de la population a perdu du pouvoir d'achat, jusqu'à 1,1%, tandis que les 10% les plus riches ont gagné 0,7%. Depuis 1998, les 1% les plus riches ont bénéficié chaque année de +5,2% de revenus. Pas étonnant que les yachts et résidences de luxe trouvent des acheteurs.

Cette **inégalité des revenus s'est complétée d'une inégalité de la politique fiscale** : plus on est riche (individus et entreprises), moins on paie, grâce aux cadeaux fiscaux. Ainsi en France, un récent rapport parlementaire (l'UMP Carrez) chiffre à 100 milliards d'euros en 2010 le coût des baisses d'impôts consenties entre 2000 et 2010.

Les richesses sont mal utilisées

Les riches sont tellement riches qu'ils ne savent plus comment dépenser. Ils n'investissent plus dans les entreprises, qui ferment et licencient, car le profit est moins important que dans les marchés financiers et la pure spéculation.

Les richesses vont de moins en moins vers les salaires et de plus en plus vers les profits depuis près de 30 ans, sous la pression du chômage : les dividendes aux actionnaires ont été multipliés par 2,7 depuis 1982, ce qui alimente la spéculation.



Tout cela par la volonté des marchés financiers

Ils font et défont les gouvernements, imposent l'austérité dans toute l'Europe...

- qui réduit l'activité économique...
- ce qui va encore diminuer les recettes des États et augmenter leur déficit et leur dette...
- ce qui va justifier de nouvelles mesures d'austérité...

Si nous laissons faire, nous allons droit à la récession économique qui entrainera l'accroissement de la pauvreté et une nouvelle aggravation des inégalités.

Ce n'est pas à nous de payer leur dette

Les marchés financiers ont obtenu des pouvoirs publics, et des institutions financières internationales, la libre circulation des capitaux et l'absence de tout contrôle public sur leurs activités. Mais quand la crise financière arrive, les banques exigent des États, avec le chantage aux faillites en cascades, de racheter leurs dettes. Les dettes privées des banques sont devenues une dette publique des États, qui se plaignent maintenant de leur dette et s'en servent de prétexte pour imposer l'austérité.

Face à cela, il y a nécessité d'une riposte unitaire interprofessionnelle !

Pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques d'austérité, il est nécessaire de construire un rapport de forces par la mobilisation. Lors de la réunion intersyndicale nationale du 18 novembre dernier, Solidaires a insisté sur la responsabilité des organisations syndicales pour organiser la riposte, sur la nécessité de construire une stratégie d'action unitaire qui aille au-delà du mois de décembre.

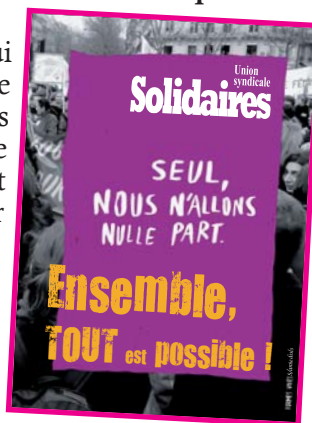
Nous avons signé le communiqué unitaire qui appelait à faire du 13 décembre une première journée de mobilisation se traduisant par des rassemblements dans tout le pays, indiquait une volonté commune de s'engager dans la durée et de construire un rapport de force pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.

En ce sens, le communiqué commun actait une nouvelle réunion de l'intersyndicale en décembre pour « envisager de nouvelles initiatives en janvier ».

Cette perspective a disparu du tract national inter-syndical d'appel aux actions du 13 décembre malgré la demande de Solidaires. Les autres organisations syndicales CGT, FSU, CFDT et UNSA, ont refusé de reprendre la phrase du communiqué commun.

Solidaires n'a donc pas signé ce tract, considérant qu'il était en retrait par rapport au communiqué commun. Pour Solidaires, la journée du 13 décembre n'est qu'une étape qui doit, au vu des attaques gouvernementales et patronales, avoir des suites plus importantes.

Cette question doit être débattue avec les salarié-es, dans les intersyndicales locales et professionnelles. Solidaires insistera sur cette proposition lors de la réunion intersyndicale qui suivra le 13 décembre.



Contre leur austérité, pour un meilleur partage des richesses !

**Le 13 décembre, rassemblement devant l'assemblée nationale
sur le pont de la Concorde à 14h pour dire que
nous refusons de payer leur crise !**

*Préparons la suite pour construire une mobilisation
d'ampleur dès le mois de janvier...*